

Unité Interdépartementale 25-70-90
5 Voie Gisèle Halimi
BP 31269
25000 Besançon

Besançon, le 30/07/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/07/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS

Lieu-dit Sur le Mont
25300 Chaffois

Références : UID257090/SPR/YR/2024-0730X
Code AIOT : 0005901502

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/07/2024 dans l'établissement SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS implanté Lieu-dit Sur le Mont 25300 Chaffois. L'inspection a été annoncée le 12/06/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE DES CARRIERES DE CHAFFOIS
- Lieu-dit Sur le Mont 25300 Chaffois
- Code AIOT : 0005901502
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 14 septembre 2007 pour une durée de 30 ans.

Les installations contrôlées sont le front de taille, le carreau, les stocks de matériaux, la zone de remblaiement et les installations de traitement.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
7	Prélèvement d'eau	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 27	Demande d'action corrective	5 mois
8	Eaux pluviales susceptibles d'être polluées	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 28.4	Demande d'action corrective	5 mois
11	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 32.3	Demande d'action corrective	5 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Niveaux de production	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 4	Sans objet
2	Commission locale de concertation et de suivi	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 8	Sans objet
3	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 10	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 15.1	Sans objet
5	Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 20	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 25 et 26	Sans objet
9	Suivi des retombées de poussières	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7	Sans objet
10	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 21 et 31	Sans objet
12	Remblayage partiel de la	Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 36	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	carrière		
13	Procédure d'acceptation préalable	Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement correctement suivie et entretenue. L'exploitant doit toutefois déclarer l'activité de lavage des engins avec tous les éléments d'appréciation, faire réaliser un contrôle des rejets de l'aire étanche de l'atelier "bas" et mettre en place une réserve incendie.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveaux de production

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Niveaux de production
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 5 489 300 m³ (environ 12 076 500 t), sous une couverture d'environ 1 m de terres végétales et de matériaux de découverte.</p> <p>La quantité annuelle moyenne autorisée à extraire est de 500 000 tonnes.</p> <p>La production pourra atteindre 700 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels, tout en respectant la moyenne précitée de 500 000 tonnes/an calculée sur la durée de la période considérée telle que prévue à l'article 18 ci-après.</p> <p>Les valeurs précitées s'entendent des matériaux autres que les terres végétales et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.</p> <p>Une partie de ces matériaux est exportée vers la Suisse.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déclaré les quantités extraites pour l'année 2023 sous l'application GERP.</p> <p>Pour l'année 2023, l'exploitant a déclaré une quantité de stériles beaucoup plus importante que les années précédentes et une quantité de matériaux extraits plus faible. La quantité de matériaux commercialisés déclarée étant à peu près équivalente à la somme de la quantité de stériles et de la quantité de matériaux extraits.</p> <p>Concernant cette augmentation de la quantité de stériles déclarée, l'exploitant a indiqué que la qualité des matériaux extraits en 2023 avait été à peu près équivalente aux années précédentes et cette augmentation était probablement dû à une requalification de la qualité des matériaux extraits.</p>

Il est rappelé à l'exploitant que les stériles devant être déclarés dans GEREP sont les déchets d'extraction dont la définition est précisée dans l'arrêté ministériel du 22/09/1994 à savoir : « On entend par déchets d'extraction les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol). »

Observation : Pour la déclaration de la quantité de matériaux qui sera extraite en 2024, l'exploitant devra s'assurer que la quantité de stériles déclarée correspond bien aux déchets d'extraction.

Il est également rappelé que la déclaration doit être réalisée avant le 31 mars.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Commission locale de concertation et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 8

Thème(s) : Autre, Commission locale de concertation et de suivi

Prescription contrôlée :

Une commission locale de concertation et de suivi de l'exploitation de la carrière se réunira annuellement à l'initiative de l'exploitant selon l'avancement du chantier ou des difficultés éventuellement rencontrées.

Cette commission est principalement composée des représentants des divers organismes ci-après :

- Société des Carrières de Chaffois,
- commune de Chaffois, et commune de Houtaud lorsque l'exploitation portera sur le territoire de cette dernière,
- associations locales,
- DRIRE,
- tout organisme ou instance jugés nécessaires.

Constats :

La dernière commission locale de concertation et de suivi (CLCS) s'est tenu le 28/11/2023. L'exploitant a présenté le compte rendu de cette CLCS. Les participants à cette CLCS sont des représentants des mairies des communes de Houtaud et de Chaffois et des représentants de la LPO.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 10

Thème(s) : Autre, Aménagements préliminaires

Prescription contrôlée :

Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et maintenir :

1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation ;
2. des bornes de nivellement ou tout dispositif équivalent permettant le contrôle des cotes NGF prescrites ci-après ;
3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera la surface autorisée. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation. Cette clôture ne fait pas l'objet de discontinuité lors de l'exploitation du massif commun entre la Société des Carrières de Chaffois et la société Carrières du Haut Doubs ;
4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès ;
5. une aire étanche pour le stationnement, l'entretien et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur-déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalente ;
6. en périphérie de la zone d'exploitation, un réseau de dérivation empêchant les eaux de ruissellement d'atteindre cette zone ;
7. un débourbeur-décrotteur de roues pour les camions sortant de la carrière avec humidification des produits transportés.

Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Constats :

Le site est équipé de deux aires étanches, une à côté de l'atelier « haut » située à proximité de l'entrée de la carrière et une à côté de l'atelier « bas » à proximité de l'installation de traitement.

Ces deux aires étanches sont reliées à deux débourbeurs séparateurs d'hydrocarbures. L'aire étanche à côté de l'atelier « bas » est uniquement utilisée pour le stationnement des engins. Le ravitaillement des engins est réalisé sur l'aire étanche à côté de l'atelier « haut ».

Il a également été constaté la présence d'un débourbeur-décrotteur de roues.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Garanties financières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 15.1

Thème(s) : Autre, Garanties financières

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 33 et suivants du présent arrêté.

<p>Le montant de référence (indice TP01 = 103 au mois d'octobre 2016 et taux TVA = 0,20) des garanties financières devant être constituées dans ce cadre doit être au moins égal à :</p> <p>- [...] pour la phase 4 (jusqu'au 14 mars 2027) : 652 454 euros TTC ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 652 454 Euros. La caution prend effet le 06/10/2023 et se termine le 14/03/2027.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 5 : Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 20</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Épaisseur d'extraction et géométrie des fronts</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>20.1 - La carrière comportera à terme 5 gradins adaptés à la topographie sans excéder 15 m, séparés par une banquette horizontale de 20 m au minimum de largeur en période d'exploitation et de 10 m dans le cas contraire ;</p> <p>20.2 - L'exploitation de la carrière est poursuivi conformément aux plans de phasage des travaux présents en annexes 1.1 à 1.3</p> <p>20.3 - A l'exception de la partie nord-est commune avec la société Carrières du Haut Doubs, les bords de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.</p> <p>De plus, l'exploitation du gisement à son niveau le plus bas est arrêtée à compter du bord supérieur de la fouille à une distance horizontale telle que la stabilité des terrains voisins ne soit pas compromise. Cette distance prend en compte la hauteur totale des excavations, la nature et l'épaisseur des différentes couches présentes sur toute cette hauteur.</p> <p>La distance de 10 m est portée à 20 m au niveau de la partie nord pour permettre le rétablissement du chemin d'exploitation.</p> <p>20.4 - La cote minimale du carreau inférieur ne doit pas se situer au-dessous de 824 mètres NGF.</p> <p>20.5 - Le défrichement réalisé préalablement à l'extraction est progressif et réalisé hors période de reproduction de la faune.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'extraction des matériaux est actuellement réalisée sur deux zones à l'Est de la carrière. L'exploitant a indiqué que la cote minimale de 824 m NGF venait d'être atteinte pour l'une de ces zones.</p> <p>L'exploitant a également indiqué que l'exploitation de la partie commune au Nord Est avec la</p>

société Carrière du Haut-Doubs devait attendre que l'exploitation du côté de la carrière du Haut-Doubs s'approfondisse.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Plan d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 25 et 26
Thème(s) : Autre, Plan d'exploitation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>25 - L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres, - les bords de la fouille, - les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF), en particulier, de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts, - les zones remises en état et les zones de remblais visées à l'article 36 ci-après, - la position des éventuels éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales. <p>26 - Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspecteur des installations classées pour la protection de L'environnement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté le dernier plan d'exploitation de la carrière, celui-ci est daté d'octobre 2023.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Prélèvement d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 27
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Hormis le fonctionnement du débourbeur-décrotteur de roues ainsi que du dispositif d'humidification des matériaux à la sortie du site et de pulvérisation d'eau des installations de traitement, il n'y a pas de prélèvement, ni d'utilisation d'eau de process sur la carrière. Le raccordement au réseau public d'alimentation d'eau du Syndicat de Dommartin est équipé d'un disconnecteur.</p>
<p>Constats :</p> <p>La consommation d'eau à partir du réseau d'eau potable a été de 1 050 m³ en 2023. La consommation d'eau est en augmentation par rapport à 2022 qui était de 685 m3. Hormis pour les besoins sanitaires l'eau est utilisée pour le fonctionnement du décrotteur de roues mais également pour le lavage des engins.</p>

Lors de la précédente inspection, il avait été demandé à l'exploitant de déclarer l'activité de lavage des engins qui n'est actuellement pas prévue par l'arrêté d'autorisation.

Non-conformité : L'exploitant n'a pas réalisé cette déclaration. L'exploitant a indiqué que cette activité de lavage des engins a été intégrée dans le dossier de demande de renouvellement qu'il prévoit de déposer très prochainement.

L'exploitant a indiqué que le lavage des engins était à présent également réalisé à partir des eaux pluviales qui sont récupérées dans deux cuves, une de 10 m³ et une autre de 100 m³.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 8 : Eaux pluviales susceptibles d'être polluées

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 28.4

Thème(s) : Risques chroniques, Eaux

Prescription contrôlée :

Art 28.4 - Les eaux pluviales susceptibles d'être souillées par des hydrocarbures et des matières en suspension telles que les eaux de ruissellement sur aire étanche (approvisionnement en carburant des engins de chantier, entretiens, vidanges, petites réparations des engins) comme celle prévue à l'article 10 ci-dessus, doivent transiter par un dispositif débourbeur-séparateur d'hydrocarbures équipé d'un obturateur automatique avant d'être acheminées dans le milieu naturel en respectant les normes fixées à l'article 28.4 ci-dessus. Ce débourbeur-séparateur d'hydrocarbures fait l'objet d'un entretien régulier dont la fréquence est définie par l'exploitant.

Constats :

Les rejets des eaux pluviales transitant sur l'aire étanche de l'atelier « haut » ont fait l'objet d'un contrôle par le laboratoire Qualio en date du 7/12/2023 et du 17/06/2024. L'exploitant a présenté les résultats de ces contrôles, ceux-ci montraient le respect des seuils prévu par la réglementation.

L'exploitant a présenté le justificatif du dernier nettoyage du séparateur de l'atelier haut qui a été réalisée par la société FCA en date du 13/04/2023.

Pour l'aire étanche de l'atelier « bas », l'exploitant a indiqué qu'il n'avait pas fait réaliser de contrôles des rejets récemment. Pour rappel, lors de la dernière inspection, la dernière mesure des rejets de l'aire étanche de l'atelier « bas » datait d'octobre 2021.

Demande de compléments : Un nouveau contrôle des rejets de l'aire étanche de l'atelier « bas » doit être réalisé. L'exploitant transmettra les résultats de contrôle à l'inspection.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 9 : Suivi des retombées de poussières

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 19.6 et 19.7
Thème(s) : Risques chroniques, Air
Prescription contrôlée : Art 19.6 : Le plan de surveillance comprend : <ul style="list-style-type: none">- au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) ;- le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soins, crèche, école) ou des premières habitations situés à moins de 1 500 mètres des limites de propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) ;- une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominants (c). Les campagnes de mesure durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois. Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté, la fréquence trimestrielle deviendra semestrielle. Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe 19.7 du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle qui sera explicitée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions. Art 19.7 : Le suivi des retombées atmosphériques totales est assuré par jauges de retombées. Le respect de la norme « NF X 43-014 (2017) » dans la réalisation de ce suivi est réputé répondre aux exigences réglementaires mentionnées au paragraphe 19.3 du présent arrêté. Les mesures des retombées atmosphériques totales portent sur la somme des fractions solubles et insolubles. Elles sont exprimées en mg/m ² /jour. L'objectif à atteindre est de 500 mg/m ² /jour en moyenne annuelle glissante pour chacune des jauges installées en point de type (b) du plan de surveillance. En cas de dépassement, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel prévu au paragraphe 19.9 du présent arrêté, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.
Constats : Le plan de surveillance des poussières comporte 4 points de mesure, un point témoin, deux points en limite de la carrière et un point au niveau des premières habitations situées au Sud Ouest de la carrière sur la commune de Chaffois. L'exploitant a présenté le rapport des mesures réalisées en 2023. Ces mesures ont été réalisées sur une période d'un mois en juin et en octobre. Le rapport indique que pour la mesure de juin 2023 au niveau des premières habitations la jauge a été renversée et il n'a pas pu être réalisé de mesure. Pour la mesure d'octobre 2023 la retombée de poussières étaient de 72 mg/m ² /j. La retombée de poussières maximale observée en 2023 était de 569 mg/m ² /j pour la mesure d'octobre au niveau du point situé à l'entrée de la carrière.

L'exploitant a également présenté les résultats provisoires de la mesure réalisée en juin 2024, la retombée de poussière pour le point au niveau des premières habitations était de 175 mg/m²/j.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Surveillance des niveaux de vibration

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 21 et 31

Thème(s) : Risques accidentels, Vibration

Prescription contrôlée :

21 - L'extraction se fera selon le phasage décrit précédemment, exploitation en dent creuse. L'extraction s'effectuera par tirs de mines verticales dont l'explosif sera mis à feu par détonateurs avec micro-retard afin de réduire la charge explosive unitaire instantanée qui sera de 50 kg au maximum.

L'unité de concassage-broyage des matériaux sera installée sur le carreau le plus bas réalisé.

31 - Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 5 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. Ils doivent également être adaptés en fonction de la présence du grand duc d'Europe sur la carrière de manière à déplacer sa couvée vers des secteurs ne faisant pas l'objet de travaux au moyen de tirs de dérangements en dehors des périodes de reproduction.

[...]

Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et, en particulier, au niveau de l'habitation la plus proche située au lieu-dit, puis à la demande de l'inspecteur des installations classées par campagnes périodiques.

Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement des normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer :

- l'origine de ces dépassements,
- les moyens à mettre en oeuvre pour respecter les normes précitées.

Constats :

Par courrier préfectoral du 04/10/2023, il a été acté l'augmentation de la charge unitaire d'explosifs maximal qui est passée à 90 kg et il a été demandé à l'exploitant de faire réaliser une mesure de vibrations au moins une fois par trimestre au niveau de l'habitation la plus proche.

L'exploitant a indiqué qu'une mesure de vibrations était à présent réalisée pour chaque tir de mines au niveau de l'habitation la plus proche et au niveau de la bascule à l'entrée de la carrière.

L'exploitant a présenté les résultats des dernières mesures de vibrations, celles-ci respectaient le seuil des 5 mm/s prévu par l'arrêté d'autorisation.

L'exploitant a indiqué qu'il faisait réaliser environ 30 à 35 tirs de mines par an.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Moyens de lutte contre l'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 32.3

Thème(s) : Risques accidentels, Poteaux incendie

Prescription contrôlée :

Un poteau incendie normalisé de 1 000 l/min, sous une pression de 1 bar durant 2 heures, doit être situé à moins de 400 mètres des risques à couvrir, mesurés en empruntant les voies accessibles en tout temps aux moyens de secours, ou tout autre dispositif jugé équivalent par la DDSIS.

Constats :

Lors de la dernière inspection du 21/03/2023, il avait été constaté l'absence de poteau incendie ou de réserve incendie sur la Carrière.

Non-conformité : Il a été constaté que la carrière ne disposait toujours pas de réserve incendie.

L'exploitant a toutefois présenté un devis daté du 21/06/2024 pour mettre en place une citerne souple de 150 m³ avec une aire d'aspiration à proximité de l'atelier « bas ». L'exploitant a indiqué que les caractéristiques de cette réserve incendie avaient définies avec l'avis du SDIS.

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les justificatifs de la mise de cette réserve incendie après sa réalisation.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 5 mois

N° 12 : Remblayage partiel de la carrière

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/09/2007, article 36

Thème(s) : Risques chroniques, Déchet

Prescription contrôlée :

36.1 Le remblayage partiel de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux d'apport extérieur, dont le volume sera d'environ 100 000 t/an en fonction des chantiers de production, doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.

36.2 Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leurs caractéristiques et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination. Tout apport de matériaux en provenance d'un chantier à l'origine d'une production supérieure à 100 tonnes devra faire l'objet d'une information préalable du carrier en vue de lui permettre, le cas échéant, un contrôle des matériaux sur leur lieu de production.

36.3 L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

36.4 Les matériaux autorisés sont des matériaux solides et inertes tels que déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition, de carrières, de déchetterie constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux, ainsi que les résidus de laine de laitier de la société Armstrong à Pontarlier sous réserve de leurs caractères inertes.

La terre végétale sera stockée à part et devra recouvrir les dépôts.

36.5 Les matériaux interdits sont les matériaux non inertes et, en particulier, les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc...) ainsi que les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit. Le site ne peut accepter de déchets provenant de lieux potentiellement pollués. Tout dépôt de déchets à base d'amiante est strictement interdit sur le site.

Les déchets en provenance des pays étrangers sont interdits.

Une liste des matériaux admissibles pour la mise en remblai et ceux qui sont interdits sera affichée en permanence à l'attention du préposé au contrôle et à la pesée des véhicules.

Constats :

Les quantités de déchets inertes apportés sur la carrière respectent la quantité maximale autorisée de 100 000 tonnes par an.

Les matériaux inertes proviennent de chantiers locaux, ce sont principalement des terres et cailloux mais également des déblais de chantiers de démolition.

Avant l'arrivée des déchets sur le site un document d'acceptation préalable est établi avec le producteur des déchets. L'exploitant a indiqué qu'il rencontrait encore quelques difficultés pour obtenir ce document d'acceptation de manière systématique auprès de certains producteurs de déchets.

Chaque apport de matériaux fait l'objet d'un bordereau de suivi, l'ensemble des éléments du bordereau est enregistré informatiquement avec un logiciel CARSABE. L'ensemble des données informatique font office de registre de suivi.

A l'arrivée sur la carrière, les déchets font l'objet d'un contrôle visuel au niveau de la bascule puis sont acheminés vers la zone de remblaiement. Les déchets sont déchargés sur une plateforme puis sont poussés vers la zone de stockage définitif.

Les déchets inertes sont actuellement stockés dans la partie basse de la zone de remblaiement au Nord Ouest de la carrière.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Procédure d'acceptation préalable

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 12/12/2014, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, Déchets
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation visée à l'article 1er met en place une procédure d'acceptation préalable, décrite ci-dessous, afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter des déchets dans l'installation. Seuls les déchets remplissant l'ensemble des conditions de cette procédure d'acceptation préalable peuvent être admis et stockés sur l'installation.</p> <p>L'exploitant s'assure, en premier lieu, que les déchets ne sont pas visés à l'article 2 du présent arrêté.</p> <p>Si les déchets entrent dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure :</p> <ul style="list-style-type: none"> - qu'ils ont fait l'objet d'un tri préalable selon les meilleures technologies disponibles à un coût économiquement acceptable ; - que les déchets relevant des codes 17 05 04 et 20 02 02 ne proviennent pas de sites contaminés ; - que les déchets d'enrobés bitumineux relevant du code 17 03 02 de la liste des déchets figurant à l'annexe II de l'article R. 541-8 du code de l'environnement ont fait l'objet d'un test montrant qu'ils ne contiennent ni goudron ni amiante. <p>Si les déchets n'entrent pas dans les catégories mentionnées dans l'annexe I du présent arrêté, l'exploitant s'assure au minimum que les déchets respectent les valeurs limites des paramètres définis en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a présenté la procédure d'acceptation préalable pour l'apport des déchets inertes dans la carrière. La dernière mise à jour de cette procédure a été réalisée le 14/11/2023. Cette procédure n'appelle pas de remarques de la part de l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Sans suite